

Chili

La révolution des Pingouins, symptôme d'une crise néolibérale

Fernando Alvear Atlagich et Carlos Miranda Rozas

Fernando Alvear Atlagich et Carlos Miranda Rozas sont sociologues.

La mort récente d'Augusto Pinochet a permis de se rappeler comment le Chili a été meurtri politiquement par dix-sept années de dictature. Du point de vue économique, il faut se souvenir qu'il fut le premier pays, bien avant les États-Unis et l'Angleterre, à expérimenter les recettes des politiques néolibérales inspirées par les économistes de l'école de Chicago. Dès son arrivée au pouvoir, la junte militaire a entamé la privatisation des grands secteurs de l'économie chilienne, de la santé et de l'éducation. L'analyse du fonctionnement du système éducatif hérité de la dictature, et toujours en place aujourd'hui, offre un éclairage intéressant pour comprendre les tensions qui traversent la société chilienne actuellement.

Entre les mois de mai et juin 2006, le Chili, qui semblait vivre une période politique et sociale stable, a été secoué par une crise sociale sans précédent depuis seize ans et la fin de la dictature. Une centaine de milliers de « pingouins¹ » ont paralysé leurs écoles, en dépliant des banderoles et en empilant des chaises pour former des barricades pour bloquer les entrées des portes. Plusieurs manifestations ont été organisées dans les principales villes du pays et les affrontements avec la police ont été d'une

¹ Le mot « pingouin » fait référence aux uniformes bleus, blancs, gris portés par les étudiants des écoles secondaires au Chili.

intensité qui a rappelé l'époque de la dictature militaire. En toile de fond du conflit, des revendications économiques et matérielles, mais aussi un questionnement global des bases juridiques et idéologiques qui sous-tendent le modèle actuel d'administration et de financement du système éducatif chilien².

De façon étonnante, malgré le climat d'apathie politique qui règne au sein de la société chilienne et de la prégnance des idées néolibérales au sein de la population, ce mouvement a bénéficié d'un soutien manifeste de la majorité de la société chilienne.

Cette crise pose en tout cas quelques questions pertinentes : faut-il analyser ce conflit comme étant simplement une crise du système éducatif ou s'agit-il d'un phénomène sociétal de plus grande envergure ? Y a-t-il un lien entre cette crise et d'autres phénomènes émergents en Amérique latine ? Pourquoi les étudiants du secondaire ont-ils été amenés à rompre avec la logique de subordination des mouvements sociaux établie par l'appareil politique depuis le processus de transition ? Et quels sont les éléments de cette crise qui ont entraîné un soutien massif de l'opinion publique ?

USURE DE LA MATRICE NÉOLIBÉRALE

La politique des pays d'Amérique latine a été déterminée à partir des années quatre-vingt par la matrice idéologique néolibérale qui postule que la modernisation économique ne peut être possible qu'à travers le libre marché, les investissements étrangers et la marchandisation des diverses sphères de la vie sociale. Ainsi les politiques gouvernementales pendant deux décennies ont été caractérisées par la privatisation d'une grande partie du patrimoine de l'État, par la dérégulation de l'entrée et de la sortie des capitaux et l'instauration d'une logique de marché là où l'État représentait auparavant l'acteur principal.

Mais à partir de l'année 2000, la remise en question de ce modèle s'est faite de plus en plus présente dans les discours politiques de plusieurs pays latino-américains. L'antilibéralisme s'est installé comme un étendard de lutte pour une partie croissante de la population du continent notamment en Bolivie et au Venezuela.

Le Chili, quant à lui, apparaît comme une exception dans la région, éloigné des grandes com-

motions sociales et submergé par le discours autocomplaisant d'une élite politique qui voyait (et voit encore) dans la poursuite du modèle politico-économique de la dictature militaire et des gouvernements de la « Concertación³ » les raisons d'un apparent développement soutenu dans le cadre d'une gouvernabilité « démocratique ».

Très loin des priorités de cette élite, de vastes secteurs de la population connaissent la pauvreté et des inégalités sociales uniquement comparables à celles des pays africains. En plus, le contexte d'exclusion et de marginalité sociales forgé par le modèle néolibéral a mis à mal les relations sociales tout en provoquant de la délinquance, de la toxicomanie, de l'alcoolisme et de la violence. Néanmoins au Chili ces problèmes sociaux et le mécontentement populaire n'ont pas provoqué comme dans d'autres pays de la région, une remise en question structurelle du système ni une crise politique déterminante capable de fournir une alternative au modèle néolibéral.

Les raisons qui expliquent ce « retard » sont multiples. En premier

² Voir Juan González, Rodrigo Cornejo et Rodrigo Sánchez : « "Estamos dando clases". Significados y perspectivas de la movilización nacional de estudiantes en Chile » ; <www.observatorioeducacion.uchile.cl>.

³ Coalition des partis au pouvoir à partir de 1990, formée principalement par la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste.

lieu, il faut signaler que l'implantation des politiques néolibérales au Chili a eu lieu dix ans avant les autres pays de la région. Déjà au milieu des années septante, les militaires chiliens ont commencé à appliquer quelques mesures de type néolibéral différentes de celles prescrites par les autres dictatures sud-américaines. Celles-ci se sont contentées « d'expulser » de la politique nationale les acteurs sociaux, tels que les syndicats, les partis de gauche et les mouvements jugés subversifs, sans proposer pour autant un modèle de développement définitif.

La dictature d'Augusto Pinochet par contre a su imposer la « dogma » néolibérale à un pays soumis au terrorisme d'État. Grâce à celui-ci, le régime a réussi à inhiber toute expression de mécontentement populaire au milieu des années septante. Puis il a réprimé furieusement les protestations initiées en 1983, engendrées par une crise sociale et économique comparable à celles qui ont mené à la destitution des présidents argentins et boliviens. Passée la première crise de 1982-1983, le modèle néolibéral chilien a montré sa viabilité malgré ses effets néfastes dans de nombreux secteurs de la société. L'ouverture précoce aux marchés

extérieurs et le développement d'un modèle d'exportations ont ainsi amené à une croissance importante du PIB et de la consommation par individu.

La viabilité — mais pas pour autant le succès — obtenue par l'application des politiques néolibérales et la subordination du mouvement populaire exprimée par les partis politiques de la « Concertación » ont été un obstacle infranchissable pendant les années nonante à l'émergence de grandes expressions de contestation populaire.

Le processus de transition vers la démocratie a en fait signifié la « domestication » des mouvements sociaux par les partis politiques de la « Concertación. » Cette coalition gouvernementale a subordonné les attentes démocratiques de la population à une logique de gouvernabilité qui annulait n'importe quel élément susceptible de remettre en question la logique gouvernementale négociée avec l'ancien régime. Sous prétexte de la consolidation démocratique, les mouvements sociaux ont été appelés à abandonner leurs drapeaux de lutte et à devenir des acteurs disciplinés de la « démocratie de consensus »

entre la « Concertación » et la droite. La politique n'était plus l'expression des projets politiques de sujets collectifs mais elle s'est transformée en show médiatique dominé par la technocratie.

La réussite du mécanisme d'inhibition opéré par les gouvernements de la « Concertación » n'a pas empêché l'apparition d'un mécontentement issu de divers secteurs de la société qui souhaitaient une remise en question du modèle. Ainsi, certains représentants des entreprises, toujours conscients que les problèmes sociaux et le mécontentement populaire sont néfastes pour le *business*, se sont aussi permis d'élever la voix. Sans oublier une partie de l'Église préoccupée par les plus démunis qui, à son tour, a dénoncé les injustices qui règnent au Chili et qui en font un des pays le plus inégalitaire au monde.

CRISE NÉOLIBÉRALE DE L'ÉDUCATION

Les politiques néolibérales du système éducatif chilien ont été mises en place par la dictature sous des formes diverses qui ont transformé l'éducation en « une marchandise soumise aux étroits critères de l'efficacité et de la compétitivité, où l'État assume seulement un rôle subsidiaire et faiblement régulateur⁴. » Ainsi ceux qui ont les moyens pour acheter un bon « produit » pour-

⁴ Buletin du Colegio de Profesores de Chile AG, juin 2006.

ront accéder à une éducation de qualité tandis que ceux qui ne l'ont pas devront se contenter d'un « produit » de mauvaise qualité.

Cette nouvelle approche de l'éducation a été mise en place par la dictature dans les derniers jours d'exercice du pouvoir avec la promulgation de la loi organique constitutionnelle de l'éducation (Loce), laquelle sous prétexte de liberté d'enseignement a institutionnalisé légalement l'éducation de marché.

C'est précisément cette éducation « néolibéralisée » qui est à la base de la crise qui a éclaté avec les mobilisations des étudiants du secondaire. Une révolte qui exige une meilleure qualité d'enseignement et une plus grande équité. Une éducation qui est conçue comme une marchandise entraîne sa « businessification », sa priorité étant la maximisation des profits en dépit de sa qualité. Tout cela étant aggravé par l'affaiblissement du rôle de l'État dans cette matière, ce qui a permis la prolifération d'écoles privées de qualité douteuse. Dans ce contexte, les écoles peuvent sélectionner leurs élèves en fonction de leur rendement, de leur capital culturel et surtout de leur capital financier. De plus, ces écoles vont exiger des mensualités exorbitantes qui ne vont faire qu'exacerber le fait que l'éducation est segmen-

tée en fonction de strates sociales. L'Observatoire chilien des politiques éducatives de l'Université du Chili, constate que ce système produit un phénomène de segmentation sociale des établissements que l'on peut appeler « apartheid éducatif ». Selon ces chercheurs, « il existe aujourd'hui au Chili cinq systèmes d'organisation de l'enseignement: le système privé payant, le système subventionné compartimenté (État + parents), le système privé subventionné sans financement compartimenté, le système municipal des communes riches et le système municipal des communes pauvres... » Ainsi, le système éducatif chilien, selon le rapport l'OCDE en 2004, est « consciemment structuré par classes sociales » et accentue les inégalités qui existent au sein de la communauté des étudiants⁵.

En définitive, la crise au Chili résulte d'un système éducatif profondément inégalitaire et mercantilisé, qui est le pur reflet du libre marché qui prône que l'accès illimité des écoles privées dans le système éducatif entraîne l'existence d'un scénario de compétition qui ne fera qu'améliorer la

qualité des prestations. Résultat: un des systèmes éducatifs le plus segmenté au monde, qui n'est que la conséquence des profondes inégalités de la société chilienne.

Il reste maintenant à se poser la question suivante: pourquoi est-ce le système éducatif qui a déclenché l'actuelle crise et pas un autre? Pour mieux le comprendre, il faut tenir compte à la fois des acteurs du conflit, mais aussi de l'augmentation des attentes des individus concernant l'éducation. Effectivement, l'éducation aujourd'hui acquiert une centralité, en étant l'élément qui détermine la future situation matérielle et symbolique des individus dans la société. Selon le système éducatif « choisi/imposé », les individus pourront atteindre soit le prestige et le succès, soit le déshonneur et l'échec. De cette manière, on peut constater une augmentation du poids du capital scolaire des individus sur la composition globale de leur capital.

À partir de là, il est encore plus facile d'illustrer un autre facteur qui contribue à l'augmentation des attentes des individus par rap-

⁵ OPECH, « ¿Por qué hay que cambiar la Loce y revisar la municipalización? » La « Loce » a été approuvée par la junte du gouvernement qui, pendant ces années, exerçait la fonction législative au Chili et a été promulgué par Augusto Pinochet le 7 mars 1990 et a été publiée au *Journal officiel* le 10 mars, c'est-à-dire le dernier jour du régime de Pinochet.

port à leur éducation : les promesses d'égalité véhiculées à travers le discours politicomédiatique du gouvernement chilien. Ainsi l'exigence de l'accomplissement des promesses constitue inévitablement une conséquence non désirée de la politique électorale et des discours déployés à des fins populistes à travers les médias. Par exemple, des phrases comme « tous les Chiliens qui le méritent ont droit à aller à l'université » ou « tous les Chiliens ont droit à une éducation de qualité », vont s'imprégner profondément dans les consciences des Chiliens malgré la faible crédibilité de la classe politique.

Il n'est donc pas surprenant que les étudiants du secondaire et d'autres acteurs aient exigé la réalisation des promesses répétées à souhait lors des campagnes électorales et dans le discours du gouvernement. De plus, la réforme de l'éducation a joué un rôle fondamental. Initiée par le gouvernement d'Eduardo Frei à la fin des années nonante, elle s'est vendue médiatiquement comme un des piliers structurels du « grand bond en avant » du développement chilien qui allait placer le pays dans la voie des tigres asiatiques. Parmi ses principales mesures, il est prévu un considérable investissement en infrastructures, la mise en œuvre de la journée scolaire complète, l'utilisation des

nouvelles technologies d'information et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. L'impact de cette réforme a provoqué une hausse des attentes des étudiants en termes d'éducation, qui s'est vite transformée en une déception au fur et à mesure que la mise en œuvre de ces principales mesures allait d'échec en échec.

Dès le retour de la « démocratie », les mouvements et les acteurs sociaux se sont caractérisés par leur extrême faiblesse. Pendant plusieurs années, l'environnement politique et social a été dominé par les plus hautes instances politiques, militaires, ecclésiastiques et entrepreneuriales, dont les tensions déterminent encore l'articulation des forces à l'intérieur du bloc dominant. La grande majorité de la population étant évidemment exclue des circuits des décisions.

Les demandes des acteurs sociaux se sont toujours faites « dans la mesure du possible » et toujours dans le cadre qui était imposé par les hautes instances qui organisaient le processus de « transition vers la démocratie » ou de « consolidation de la démocratie ». En effet, la société chilienne a été disciplinée avec un succès inimaginable par les militaires et les élites politiques. Ainsi ceux qui refusaient de se complaire dans la consommation

et qui défendaient encore les anciens idéaux, se sont heurtés à l'indifférence croissante d'une population qui renonçait à la politique et oubliait toute notion du collectif, anesthésiée par le conformisme et la résignation.

Heureusement, le germe du changement peut apparaître grâce au renouvellement des générations. Nés aux alentours de 1988, les acteurs de la mobilisation du secondaire n'ont pas connu la dictature ni les premières années de la timide démocratie, échappant ainsi à la main de fer que le système politique a imposée aux citoyens et aux mouvements sociaux. Pour eux, la dictature militaire est une référence pour comprendre le Chili actuel, mais pas un souvenir qui leur inspire la terreur et les pousse à se modérer. Ainsi, ils n'éprouvent aucune honte à rejeter fermement les excuses de la coalition gouvernante qui tente de se justifier derrière le cadre juridique hérité de la dictature.

Les étudiants qui sont descendus dans la rue et qui ont paralysé les écoles ont été dans le sens strict du terme, « subversifs ». Ils ont subverti la discipline imposée aux aspirations et aux désirs et ils ont osé transgresser le cadre du possible. C'est ainsi qu'ils ont exigé : la dérogation de la loi organique constitutionnelle de l'enseignement ; la fin de la muni-

cipalisation de l'enseignement⁶; la reformulation des objectifs de la journée scolaire complète; la gratuité de l'épreuve de sélection universitaire; un abonnement de transport gratuit et unifié. En outre ils ont exigé la fin de la subvention des écoles privées et finalement d'être présents et majoritaires dans la table de négociation proposée par Michelle Bachelet pour décider de l'avenir du système éducatif.

Mais, il ne faut pas non plus croire que cette grande mobilisation et le soutien massif des citoyens envers elle sont l'expression d'un modèle alternatif au néolibéralisme chilien. Malheureusement, le Chili reste l'exemple plus avancé du capitalisme néolibéral en Amérique latine. Il ne faut pas perdre de vue que sa population définit encore les concepts de justice sociale, d'égalité, d'équité et de développement au regard du modèle libéral dominant. De plus, il ne faut pas interpréter le soutien citoyen massif obtenu par les étudiants comme une expression antinéolibérale ou anticapitaliste, mais comme une remise en cause de graves dysfonctionnements du

système d'éducation actuel.

Malheureusement les classes politiques et dirigeantes sont loin de comprendre que le discours de l'égalité de chances est l'arbre qui cache la forêt des différences structurelles d'une société fortement disparate. La figure de « l'entreprenant », a été ainsi réhabilitée par la dictature et s'impose comme étant la voie unique pour les Chiliens aujourd'hui.

Néanmoins, les fissures commencent à apparaître au sein du modèle. On commence à faire appel à l'État pour résoudre les problèmes auquel le marché ne peut répondre et qu'il a dans une certaine mesure approfondi.

Finalement on peut affirmer que la mobilisation des étudiants du secondaire a fermé la porte de la « fin de l'histoire » de l'élève exemplaire du modèle capitaliste néolibéral. ■

Traduction Patricia Abarca de la Fuente

⁶ La « municipalisation » est un système administratif de l'éducation introduit au Chili pendant les années de la dictature. Cette mesure a été mise en route en 1981 comme étant un des facteurs du processus de décentralisation de l'administration éducationnelle qui, jusqu'à ce moment, correspondait directement au ministère de l'Éducation.